

Bonjour,

Cette lettre hebdomadaire vous tient informé-e de l'actualité sociale et syndicale. Sa mise en page vous permet de repérer rapidement les informations qui vous intéressent. Les liens renvoient le plus souvent à des versions imprimables pour diffusion/affichage dans vos écoles et établissements\*.

Bonne lecture.

\* Le droit syndical permet l'utilisation des moyens de l'établissement à cette fin.

---

## **SUD Education**

### **Le Journal national de SUD Education.**

N° 77.



> [Lire ici...](#) la dernière livraison du journal de la fédération et des syndicats SUD Education, avec au sommaire :

- Régionalisation de l'éducation / Avancement de l'obligation scolaire à trois ans
  - Mobilisation inter-degré à Nanterre : de la maternelle à l'université
  - L'Université de Toulouse Jean Jaurès mobilisée contre la fusion et la loi ORE
  - Lutte contre la loi Vidal : analyse de la mobilisation à partir du cas montpelliérain
  - Le scandale silencieux des dossiers demandés aux élèves sur Parcoursup
  - Exemple de construction de la convergence des luttes dans l'éducation : le collectif éducation Val-de-Marne
  - Libéralisation et destruction de la fonction publique : transport ferroviaire, école, hôpital...
  - Licenciement de Gaël Quirante : une attaque politique contre un syndicalisme de lutte
  - Uni-es contre l'extrême droite ! Motion d'actualité du 8ème congrès de la fédération des syndicats Sud éducation
  - Ni à Bure, ni ailleurs ! Motion d'actualité du 8ème congrès de la fédération des syndicats Sud éducation
  - École de production : la région Normandie finance des écoles du patronat !
  - Happy end dans le Far west : champagne ! Suite et (presque) fin d'une épopée kafkaïenne de deux ans...
  - Élections professionnelles 2018 : des enjeux importants pour Sud éducation et Solidaires
-

## La nécessité de s'unir de la maternelle à l'université.

4 pages SUD Education.



Sélection, inégalités territoriales, tri social, précarisation, casse des statuts, voilà les maîtres mots de la politique gouvernementale. A l'image des cheminot-e-s et du service public ferroviaire, l'éducation nationale et ses personnels sont durement attaqué-e-s. Notre réponse doit être à la hauteur des enjeux car c'est la notion même de service public qui est menacée.

> [Lire la suite...](#)

Egalité, justice sociale, démocratie : il y a des principes qui deviennent des lieux dans lesquels est ancré le progrès. C'est ce qu'incarne plus que tout l'école publique. Aujourd'hui, plus que jamais, ces lieux sont attaqués. Alors de la maternelle à l'université, rassemblons-nous, convergeons avec les luttes en cours pour le bien commun. Organisons des zones à défendre, remettons le progrès social au goût du jour !



### 1er degré :

*A force de frôler le ridicule, on finit par tomber dedans.*

> [Lire la suite...](#)

C'est officiel Jean-Michel Blanquer sera bien ce nouveau ministre moderne qui fait du neuf avec du vieux : le retour aux « bonnes vieilles méthodes » d'une école rétrograde avec en exergue le retour à la méthode syllabique pure ! Effet politique garanti, résultats pédagogiques anéantis...

### Supérieur :

*Appel à la tenue d'une première Coordination nationale des universités (CNU).*



Après plusieurs semaines de mobilisation dans les universités qui ont conduit les étudiant·e-s et les personnels à s'organiser et à débattre lors d'assemblées générales, à rédiger motions et tribunes, à signer des pétitions, à bloquer plusieurs sites, à occuper des bâtiments et à manifester lors de multiples journées d'action nationale, les collègues sont désormais confrontés à l'injonction ministérielle de procéder au tri des dossiers, c'est-à-dire à la sélection des lycéen·ne-s candidat·e-s dans les formations de l'enseignement supérieur.

> [Lire la suite...](#)

Nos organisations qui animent collectivement la résistance font le constat que la mobilisation s'amplifie et que les personnels des universités et les étudiant·e-s sont de plus en plus nombreux à rejeter la loi Vidal-ORE.

## Lutter contre les LGBTIphobies en milieu scolaire :

*Une nécessité !*

Les LGBTIphobies sont bien présentes dans les établissements scolaires. Si les élèves en sont les

premières victimes d'après les rapports annuels de SOS Homophobie, cette question concerne aussi les personnels : soit parce qu'ils et elles peuvent être les auteur-e-s de ces actes LGBTIphobes (dans 20 à 25 % des cas), soit parce qu'ils et elles en sont les victimes (dans 15 à 20% des cas).

> [Lire la suite...](#)



**Conseil Supérieur de l'éducation :**  
*Déclaration de SUD Education - Solidaires.*

Ce CSE a lieu alors que depuis plusieurs semaines, les protestations contre la politique gouvernementale de casse du service public et du droit du travail ne cessent de s'amplifier et que les mobilisations s'étendent dans le rail, la santé, les EHPAD, les finances publiques, la justice, l'énergie, les transports aériens, la collecte et le traitement des déchets, la grande distribution, dans les universités, les lycées, les collèges et les écoles.

> [Lire la suite...](#)

## **Solidaires dans les luttes**

### **Quand on parle de violence, autant en parler vraiment.**

Quand on casse le code du travail, que l'on compte le nombre de décès liés au travail (amiante, suicides...), que l'on envoie régulièrement la police contre la jeunesse, devant les lycées, dans les fachs ou dans les banlieues, et plus généralement contre toute contestation sociale ou écologique, que l'on monte des opérations militaires, comme à Notre-Dame-des-Landes, pour briser tout espoir d'alternatives à la société capitaliste... où est la violence ?

Les médias ont diffusé en boucle des images de violence le 1er mai, vitrines cassées, voitures brûlées, venant par là appuyer une communication gouvernementale dénigrant les contestations sociales en général, dans une surenchère sécuritaire.

Évidemment, le besoin du gouvernement de trouver des boucs émissaires qui doivent payer est flagrant : à Paris, le premier mai, la police a arrêté des dizaines de personnes qui regardaient, parfois même étaient assises tranquillement dans un parc, avec comme principal tort d'être jeune et d'avoir de quoi se protéger de lacrymogènes. Le gouvernement célèbre à sa manière mai 68 par sa volonté de réprimer la contestation sociale. Nous ne nous laisserons pas impressionner.

L'Union syndicale Solidaires demande la libération immédiate des personnes arrêtées, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.

## Mai... Des grèves et des manifestations multiples que nous préparons pour lutter tous et toutes ensemble

Un mois de grève des cheminot-es, la détermination toujours est là. Ils et elles le prouveront encore dans les jours qui viennent : le 7 avec SUD Rail pour dire à Edouard Philippe que nous ne sommes pas dupes des manoeuvres pour tenter de diviser l'intersyndicale et le 14 dans une journée « sans cheminot-es ».



### **Mai... Des grèves et des manifestations multiples que nous préparons pour lutter tous et toutes ensemble**

Un mois de grève des cheminot-es, la détermination toujours est là. Ils et elles le prouveront encore dans les jours qui viennent : le 7 avec SUD Rail pour dire à Edouard Philippe que nous ne sommes pas dupes des manoeuvres pour tenter de diviser l'intersyndicale et le 14 dans une journée « sans cheminot-es ».

Les cheminot-es continuent à rythmer la lutte mais ils-elles ne sont pas les seuls. Les personnels des Finances publiques sont entrés dans la danse contre les réorganisations et les suppressions d'emploi et multiplient les actions de blocages des centres des impôts (et oui, il n'y a pas que des étudiant-es qui bloquent).

Les hospitalier-es du public comme du privé organiseront une marée blanche le 15 mai pour la défense du service public et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Dans le privé la lutte emblématique d'Air France pour les salaires est entrée dans son deuxième mois et les syndicats ne se laissent pas impressionner par les manoeuvres de la direction. D'autres suivent chez les Velibs de Paris, en grève reconductible pour de meilleures compensations salariales.

Les étudiant-es résistent aux interventions policières et de nouvelles occupations d'université prennent le relai de celles qui ont été délogées par la police.

Les salaires sont au mieux gelés, nous ne baissons pas les cotisations, les retraites, les écoles continuent à se grever car nous ne sommes pas dupes des manoeuvres pour tenter de diviser l'intersyndicale.

Les services publics sont sous pression, nous ne baissons pas les cotisations, les retraites, les écoles continuent à se grever car nous ne sommes pas dupes des manoeuvres pour tenter de diviser l'intersyndicale.

Paris, 4 mai 2018

> [Lire la suite...](#)

Les cheminot-es continuent à rythmer la lutte mais ils-elles ne sont pas les seuls. Les personnels des Finances publiques sont entrés dans la danse contre les réorganisations et les suppressions d'emploi et multiplient les actions de blocages des centres des impôts (et oui, il n'y a pas que des étudiant-es qui bloquent).

Les hospitalier-es du public comme du privé organiseront une marée blanche le 15 mai pour la défense du service public et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Dans le privé la lutte emblématique d'Air France pour les salaires est entrée dans son deuxième mois et les syndicats ne se laissent pas impressionner par les manoeuvres de la direction. D'autres suivent chez les Velibs de Paris, en grève reconductible pour de meilleures compensations salariales.

Les étudiant-es résistent aux interventions policières et de nouvelles occupations d'université prennent le relai de celles qui ont été délogées par la police.



### **Nous voulons des augmentations de salaires !**

Les inégalités n'ont pas cessé de croître. On nous dit que la croissance revient, mais à ce stade rien pour les salarié-es, bien au contraire : Des inégalités toujours plus fortes, des prix qui augmentent, l'enfumage par la baisse des cotisations...

> [Voir ici...](#)

## Réforme de l'assurance chômage



> [Lire l'argumentaire...](#)

La réforme de l'assurance chômage vient compléter un dispositif de réformes qui contribue à la généralisation de la flexibilité et de la précarisation du travail. Le salariat y est présenté comme un statut parmi d'autres, la formation professionnelle comme la garantie d'une évolution professionnelle personnelle dans laquelle chaque personne doit s'investir. En définitive, le ou la travailleuse qui perd ou se retrouve sans emploi en est responsable. Le patronat n'étant plus responsable du chômage, il sera de moins en moins contraint, en revanche les chômeurs et chômeuses sont de plus en plus contrôlé-es. Au bout de cette logique il y a la fin de l'allocation chômage conçue comme continuité du salaire. Le projet se pare de la vertu de l'universalité en étendant le droit à l'indemnisation à de nouvelles catégories de travailleur-es : les indépendant-es et en augmentant les situations d'indemnisation en cas de démission. Le projet de loi s'appuie largement sur les négociations Unedic et l'accord interprofessionnel signé du 22 février.



### Solidaires en lutte 24 avril.

Après le 19 avril et le 1er mai, poursuivons les grèves, construisons un front commun.

> [Voir ici...](#) le dernier bulletin de luttes de Solidaires.



**Services publics :**  
*Toutes et Tous ensemble dans l'action !*

En ce printemps 2018, la défense des services publics et de la fonction publique sont un enjeu central contre les volontés destructrices de ce gouvernement.

> [Voir ici...](#) le matériel d'actualité de Solidaires.



**Gagner ici :**  
 N°3.

Gagner ici ! C'est ce que viennent de démontrer les salarié-es de l'EHPAD de Sommières-Calvisson, dans le Gard et leur victoire est très encourageante.

> [Voir ici...](#)



**Aide à la personne âgée :**  
*Pétition.*

Suite aux deux mobilisations des 30 janvier et 15 mars dernier il est devenu impossible au gouvernement d'éluder l'urgence des problèmes existants sur le Secteur de l'Aide aux Personnes Âgées. Pour autant les premiers éléments de réponse, même si nous pouvons les considérer comme une avancée, ne sont en rien satisfaisants.

> [Voir ici...](#)



---

## **Air France :**

*Première victoire pour les travailleurs, les travailleuses et l'intersyndicale de lutte !*

Le référendum organisé à l'initiative du PDG a fait plouf. L'accord salarial refusé par les organisations syndicales (mais la CFDT et la CGC ont fait campagne pour le oui) a été rejeté par 55% du personnel (avec 80% de votant-es).



**Sans accord négocié,  
la mobilisation continue  
les 03, 04 et 07, 08 MAI**

Aujourd'hui, le jeudi 23 avril, commence la consultation sur le projet salarial de la direction pour les années 2020-2021-2022-2023.

Ce projet qui vise à faire aller aujourd'hui la trajectoire des salaires pour les trois prochaines années, n'est pas une réponse au conflit en cours dont l'objectif est de sécher les sept années de blocage de nos grilles de salaires.

Ce projet ne touche personne en réalité, ni les syndicats qui ne l'ont pas signé, ni les salariés, qui dirigent, inorent les salaires sur les conséquences de la consultation.

Pour sortir d'un conflit, il faut se mettre d'accord, donc il faut négocier. C'est ce que proposent les organisations professionnelles. En faisant plusieurs propositions, l'entreprise ramène à 3,2% et actualise dans le temps elles ont démontré que tous les contours ont été négociables et le sont encore.

Notre mobilisation est forte, les effets sur l'exploitation sont négatifs. En maintenant la pression, nous aboutirons à un accord satisfaisant pour tout le monde.

**Les 03, 04, 07 et 08 MAI prochains,  
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !**

L'intersyndicale Air France.

> [Lire ici...](#)

Le chantage n'y aura rien fait : ni les menaces de démission du PDG (bon vent !), ni les menaces sur l'emploi, sur l'embauche des apprenti-es...

Face aux profits accumulés (le secteur aérien se porte bien), aux salaires mirobolants des cadres dirigeant-es nommé-es par l'Etat, les travailleur-euses exigent leur dû depuis plusieurs semaines par la grève, et maintenant ils-elles l'ont exprimé par un vote.

C'est un encouragement pour leur lutte, pour de véritables augmentations de salaires, et de nouvelles dates de grèves sont annoncées.

Au-delà, c'est un signe fort pour tous ceux et celles qui luttent aujourd'hui : cheminot-es, hospitalier-es, travailleur-euses des Ehpad, des finances, et salarié-es en grèves dans de nombreuses entreprises pour leurs salaires leurs emplois.

C'est enfin une autre indication : on ne peut pas faire une croix sur les organisations syndicales dès lors qu'elles sont unies dans la lutte.

Alors bravo aux aérien-nes, et pour tous et toutes la lutte continue !



## **Les Utopiques :**

*Revue de réflexion de Solidaires.*



Les lycéens des années 68

La mise en ligne du n°6 des Utopiques continue avec l'article de Robi Morder, "[Les lycéens des années 68](#)", qui annonçait déjà notre n°7, "Mai 68, ce n'était qu'un début...".

À l'occasion de sa parution, nous mettons à disposition sur notre site, [le film de Christophe Cordier, Frères de classe](#), au sujet duquel on trouve justement un entretien dans ce numéro.

Rappelons qu'on peut toujours commander ce magnifique numéro spécial (de 320 pages !) [sur le site des éditions Syllepse](#).

Et bien sûr, n'oubliez pas de vous abonner et ré-abonner à la revue [sur le site des Utopiques](#) !

---

**NON ! M. Collomb n'a pas assoupli le délit de solidarité !**

*Communiqué du collectif Délinquants Solidaires*

**DÉLINQUANTS  
SOLIDAIRES**

> [Lire la suite...](#)

Le combat pour en finir avec le délit de solidarité avait bien engagé : il se solde pour celles et ceux qui ont tenté de le porter au sein de l'assemblée nationale par une amère défaite en rase campagne. Seul a survécu l'amendement dérisoire du gouvernement, enrobé de beaux discours et sous les applaudissements de la majorité. Le délit de solidarité a de beaux jours devant lui.

## **Prochaines dates :**

### **Mai 2018**

- **Stage** "Préparer et Réussir les élections professionnelles de 2018" : **16 mai 2018** dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Commission** second degré : **mercredi 16 mai 2018**, de 10h à 17h, dans la salle de Solidaires Paris (1er étage gauche), 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 **Paris**.
- **Stage** fédéral : AESH (CDI-CDD-CUI) « luttés et revendications » : **17 et 18 mai** à la Bourse du travail à **Paris**.
- **GT** élections : **jeudi 24 mai** de 10h à 17h dans les locaux fédéraux (31 rue de la Grange aux Belles, 75010 **Paris**).
- **Stage** « Démocratie et coopération à l'école » : **24 et 25 mai** à **Laval** (53).
- **Stage** "Défendre collectivement les droits des personnels pour un syndicalisme de lutte" : les 28 et 29 mai 2018 à **Paris**.
- **Commission** « et voilà le travail ! » : **mercredi 31 mai, jeudi 1<sup>er</sup> juin et vendredi 2 juin**, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 **Paris**.

### **Juin 2018**

- **Commission** international : **vendredi 1 juin 2018** de 10h00 à 16h00 dans les locaux de Solidaires au 31, rue de la Grange aux Belles 75010 **Paris**.
- **Commission** premier degré : **mercredi 6 juin 2018** à **Marseille**.
- **Stage** premier degré "Résister au quotidien : connaître ses droits, en finir avec la compétition" : **jeudi 7 et vendredi 8 juin** à **Marseille**.



- **Stage "Pédagogies alternatives" : jeudi 14 et vendredi 15 juin au collège Gassendi à Digne-les-Bains..**

**Rappel :**

**Stages et formations syndicales :** Tous les personnels peuvent y participer sur leur temps de travail et sans perte de salaire, demande de congé à déposer à son supérieur hiérarchique un mois à l'avance.

**Réunions syndicales, commissions, groupes de travail,...** : Tous les adhérents de SUD Education peuvent participer à ces réunions, sur leur temps de travail, frais de déplacement pris en charge par le syndicat. Demande d'autorisation spéciale d'absence (ASA) à déposer 8 jours à l'avance accompagnée d'une convocation à nous demander. [Détails et modèles de demande ici...](#)

**Pour tous les autres cas, ou toute question, nous contacter.**

---

**SUD Éducation vit grâce aux cotisations des adhérents et à l'énergie des militants.**

[Nous rejoindre...](#)

[Nous contacter...](#)

éducation  
**Sud 04**

Site internet: <http://www.sudeduc04.org>

Contact : [admin@sudeduc04.org](mailto:admin@sudeduc04.org) - Bourse du Travail, 42, Bd Victor Hugo ■ 04 86 49 11 91 ■ 07 78 12 45 25